



LES COURRIERS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ESSONNE ET DES FÉDÉRATIONS MOBILISÉES

Un grand nombre d'établissements ont reçu les **courriers-types ci-joints** dans lesquels le Président du Conseil départemental de l'Essonne propose un étalement sur six ans du règlement des factures d'hébergement en attente concernant les personnes relevant de l'aide sociale, ainsi que les enfants confiés au titre de la protection de l'enfance.

Vous trouverez également dans ce dossier **les courriers co-signés** URIOPSS IdF, UNIOPSS, FEHAP, FEHAP IdF et UNA IdF adressé au Président du Conseil départemental, à l'ARS IdF et au Préfet de l'Essonne le 12 janvier 2016.

1. Courrier-type du Président du Conseil départemental de l'Essonne aux établissements PA-PH de décembre 2015
2. Courrier-type du Président du Conseil départemental de l'Essonne aux établissements ASE de décembre 2015
3. Courrier de réponse du Président du Conseil départemental aux associations suite à la médiatisation des éléments fournis dans le 1^{er} courrier du 15.01.2016.
4. Courrier de réponse des fédérations mobilisées à destination du Président du Conseil départemental de l'Essonne en date du 12.01.2016
5. Courrier de réponse des fédérations mobilisées à destination du Préfet de l'Essonne en date du 12.01.2016
6. Courrier de réponse des fédérations mobilisées à destination du Directeur général de l'ARS Ile-de-France en date du 12.01.2016



Le Président
du Conseil départemental

Evry, le 28 DEC. 2015

Monsieur le Directeur,

Votre établissement accueille des usagers bénéficiant de l'aide sociale légale, financée par le Conseil départemental de l'Essonne, et à cet effet, vous adressez chaque mois à mes services les factures d'hébergement correspondantes.

Je vous informe par la présente que le Département de l'Essonne n'est malheureusement pas en mesure de procéder au paiement des factures actuellement en attente concernant votre établissement (soit un montant de -- euros au 20 novembre 2015).

Ayant été élu à la Présidence du Conseil départemental de l'Essonne le 2 avril dernier, j'ai souhaité disposer d'une analyse indépendante de la situation de notre collectivité avant d'engager notre programme d'action.

Cet audit a été réalisé par un Cabinet expert et indépendant. Ses conclusions ont été présentées et débattues lors de la séance plénière du 28 septembre dernier afin que l'ensemble des élus aient pleinement conscience de la situation.

Comme tous les Départements, nous sommes enserrés dans une augmentation constante des dépenses obligatoires (solidarités, collèges, routes) dont certaines (les dépenses de solidarité) augmentent fortement chaque année et une réduction forte de nos ressources, notamment les dotations de l'Etat.

A cela s'ajoute pour le Département de l'Essonne une dette très lourde de près d'un milliard d'euros (avec des emprunts toxiques pour le SDIS).

Ces éléments ne sont hélas pas les seuls que l'audit a mis en lumière : en effet, celui-ci a révélé que le budget primitif 2015 voté par la majorité précédente ne permettait pas d'honorer les engagements du Département sur toute l'année 2015.

Au fil des années écoulées, et vous en avez peut-être déjà été victime, le paiement des factures mais aussi des dépenses de tarification des établissements d'hébergement était de plus en plus différé et reporté sur l'exercice suivant, sans être rattaché et donc imputé, comme l'impose la loi, à l'exercice dont elles relèvent.

Le courrier doit être adressé
à Monsieur le Président
du Conseil départemental

Hôtel du Département
Boulevard de France
91012 Evry cedex

Tél. : 01 60 91 91 91
Fax : 01 60 91 91 77

essonne.fr

Cette « dette » s'élève aujourd'hui à 108 M€. Cette somme considérable, qui représente près de 10 % des dépenses de fonctionnement du Département, n'est pas inscrite au BP 2015 ; elle n'a donc pas été financée par les recettes qui doivent la couvrir, ni passées en « provision » comme dette fournisseur.

Il est inenvisageable de poursuivre dans cette voie et de continuer cette « cavalerie » budgétaire.

Devant cette situation d'insincérité budgétaire, j'ai saisi Monsieur le Président de la Chambre Régionale des Comptes d'Ile-de-France ainsi que Monsieur le Préfet de l'Essonne afin de leur proposer de valider une méthode et un plan d'apurement de ce passif et de cette dette fournisseur.

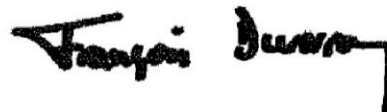
Cette proposition porte sur un protocole entre chaque établissement prévoyant le paiement des sommes dues et constatées à la clôture de l'exercice 2015, avec un échéancier étalé sur 6 ans ; les sommes dues étant bien sûr majorées des intérêts légaux en vigueur.

Cette solution vient d'être validée, dans son principe, par la Chambre Régionale des Comptes et par le contrôle de légalité, nous vous proposons donc de la mettre en œuvre par la signature d'un protocole, le paiement annuel sera garanti par une affectation à due concurrence de ressources de la collectivité.

Je tenais à vous faire part sans délai, de cette situation préjudiciable tant pour votre activité, votre établissement, que pour le Département de l'Essonne.

Je regrette tout comme vous cette situation que je souhaite régler. Dès réception de votre réponse à une proposition d'une mise en place d'un règlement étalé des sommes dues, je vous ferai parvenir, si vous en êtes d'accord, un projet de protocole pour régler cette problématique.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de mes salutations distinguées.



François Durovray



Le Président
du Conseil départemental



Evry, le 23 DEC. 2015

Madame la Présidente,

Vous accueillez au sein de votre établissement financé par le Conseil départemental de l'Essonne, des jeunes confiés à l'Aide sociale à l'enfance, et à cet effet, vous adressez chaque mois à mes services les factures d'hébergement correspondantes.

Je vous informe que le Département de l'Essonne n'est malheureusement pas en mesure de procéder au paiement des factures actuellement en attente concernant votre Etablissement. Le montant des factures reçues s'élève à au 08 décembre 2015.

Ayant été élu à la Présidence du Conseil départemental de l'Essonne le 2 avril dernier, j'ai souhaité disposer d'une analyse indépendante de la situation de notre collectivité, avant d'engager notre programme d'action.

Cet audit a été réalisé par un Cabinet expert et indépendant. Ses conclusions ont été présentées et débattues lors de la séance plénière du 28 septembre dernier afin que l'ensemble des élus aient pleinement conscience de la situation.

Comme tous les Départements, nous sommes enserrés dans une augmentation constante des dépenses obligatoires (solidarités, collèges, routes) dont certaines (les dépenses de solidarité) augmentent fortement chaque année et une réduction forte de nos ressources, notamment les dotations de l'Etat.

A cela s'ajoute pour le Département de l'Essonne une dette très lourde de près d'un milliard d'euros (avec des emprunts toxiques pour le SDIS).

Ces éléments ne sont hélas pas les seuls que l'audit a mis en lumière : en effet, celui-ci a révélé que le budget primitif 2015, voté par la majorité précédente, ne permettait pas d'honorer les engagements du Département sur toute l'année 2015.

Au fil des années écoulées, et vous en avez peut-être déjà été victime, le paiement des factures, mais aussi des dépenses de tarification des établissements d'hébergement était de plus en plus différé et reporté sur l'exercice suivant, sans être rattaché et donc imputé, comme l'impose la loi, à l'exercice dont elles relèvent.

Le courrier doit être adressé
à Monsieur le Président
du Conseil départemental

Hôtel du Département
Boulevard de France
91012 Évry cedex

Tél. : 01 60 91 91 91
Fax : 01 60 91 91 77

essonne.fr

Cette « dette » s'élève aujourd'hui à 108 M€. Cette somme considérable, qui représente près de 10 % des dépenses de fonctionnement du Département, n'est pas inscrite au BP 2015 ; elle n'a donc pas été financée par les recettes qui doivent la couvrir, ni passées en « provision » comme dette prestataire.

Il est inenvisageable de poursuivre dans cette voie et de continuer cette « cavalerie » budgétaire.

Devant cette situation d'insincérité budgétaire, j'ai saisi Monsieur le Président de la Chambre Régionale des Comptes d'Ile-de-France ainsi que Monsieur le Préfet de l'Essonne afin de leur proposer de valider une méthode et un plan d'apurement de ce passif et de cette dette prestataire, afin d'éviter la mise sous tutelle de notre collectivité.

Cette proposition porte sur un protocole entre chaque établissement et le Conseil départemental prévoyant le paiement des sommes dues et constatées à la clôture de l'exercice 2015, avec un échéancier étalé sur un maximum 6 ans ; les sommes dues étant bien sûr majorées des intérêts légaux en vigueur.

Cette solution vient d'être validée, dans son principe, par la Chambre Régionale des Comptes et par le contrôle de légalité, nous vous proposons donc de la mettre en œuvre par la signature d'un protocole étant précisé que le paiement annuel sera garanti par une affectation à due concurrence de ressources de la collectivité.

Je tenais à vous faire part sans délai, de cette situation préjudiciable tant pour votre établissement que pour le Département de l'Essonne.

Je regrette tout comme vous cette situation que je souhaite régler et vous propose donc de mettre en place un protocole de règlement échelonné de votre créance. Dès réception de votre réponse, je vous ferai parvenir, si vous en êtes d'accord, un projet de protocole pour régler cette situation difficile.

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, à l'assurance de mes salutations distinguées.



François DUROVRAY

PJ : copie du courrier adressé au directeur général de l'association et au Directeur de l'établissement ou service.



Le Président
du Conseil départemental

Evry, le 15 janvier 2016

Madame, Monsieur,

Un article paru dans le Monde daté du 13 janvier 2016 a fait état de fausses informations qui ont ensuite été largement relayées par les médias. Ces informations erronées ont pu susciter votre inquiétude. C'est pourquoi je tiens à apporter les précisions suivantes :

Depuis des années, nos prédécesseurs n'inscrivaient pas les budgets nécessaires pour faire face aux dépenses des établissements comme le vôtre.

Au fil des ans, la dette à l'égard de vos établissements s'est accrue atteignant 108 M€ en 2015, risquant de fragiliser gravement vos structures.

Pour faire face à cette situation inédite, le budget 2016 que je soumettrai à l'Assemblée départementale propose un effort sans précédent.

Ce budget sera sincère : Il prévoit les crédits nécessaires au paiement des 12 mois de prestations de l'année. Ainsi, les paiements ne seront pas interrompus en août ou septembre comme en 2015 pour certains d'entre vous. Ce budget prévoit en plus un rattrapage de la cavalerie budgétaire. 15 M€ seront inscrits pour y faire face. En clair, cela signifie que nous paierons 13 mois sur 12.

Au terme de l'année 2016, le compte débiteur du département de l'Essonne dans vos livres sera inférieur à ce qu'il était fin 2015 alors que l'intégralité des prestations 2016 auront été acquittées. C'est donc à une amélioration de votre trésorerie que nous procédons.

Les responsabilités que vous exercez sont essentielles pour le bien vivre ensemble et pour la solidarité entre les générations. Vous êtes en première ligne pour assurer cette mission fondamentale et mon objectif est précisément de vous garantir le paiement intégral des prestations que vous délivrez. C'est une obligation autant légale que morale.

Je regrette donc que certains aient donné une publicité erronée de mon précédent courrier aux fins de créer une polémique et de diffuser des informations contraires aux intentions de notre majorité.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de mes salutations distinguées.

Pas en cas,

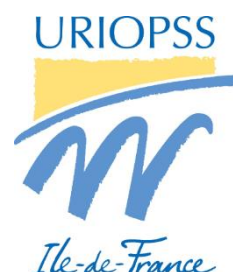

François DUROVRAY

Le courrier doit être adressé
à Monsieur le Président
du Conseil départemental

Hôtel du Département
Boulevard de France
91012 Évry cedex

Tél. : 01 60 91 91 91
Fax : 01 60 91 91 77

essonne.fr



Paris, le 12 janvier 2016

Monsieur François Durovray
Président du Conseil
départemental de l'Essonne
Hôtel du Département
Boulevard de France
91012 EVRY CEDEX

Monsieur le Président,

Nos fédérations ont été saisies par leurs adhérents du courrier que vous leur avez adressé le 28 décembre dernier, annonçant l'impossibilité pour le Département d'honorer sans report les factures d'hébergement en attente concernant les personnes relevant de l'aide sociale, ainsi que les enfants confiés au titre de la protection de l'enfance. En outre, nous venons d'apprendre que les factures 2015 en attente au titre de l'APA et de la PCH ne peuvent pas davantage être honorées sans délai.

Il s'agit d'atteintes graves et supplémentaires portées aux publics fragiles comme aux enfants en danger de votre département, mais aussi aux associations gestionnaires d'établissements, qui subissent déjà avec difficulté plusieurs mesures de restriction d'ordre fiscal (versement transport par exemple) et tarifaire (gel des crédits annoncé dans l'OAED 2016).

Il semble que les montants que vous mentionnez dans les courriers du 28 décembre (108M€ au total) ne correspondent pas toujours aux sommes effectivement dues par le Département, une partie ayant déjà été versée aux gestionnaires : il conviendrait donc que vos services vérifient ces éléments.

Le protocole que vous proposez, en vue d'étaler le paiement des sommes sur six années, revient à demander aux gestionnaires d'établissements de supporter le poids de la dette du Département. Une telle option serait lourdement préjudiciable pour les associations, qui ne disposent pas de la trésorerie nécessaire pour couvrir un tel délai, mais aussi pour les personnes vulnérables relevant de l'aide sociale et pour les enfants placés, que les établissements pourraient ne plus avoir les moyens d'accueillir. Au regard de ces conséquences, comme au regard du droit, votre proposition ne nous semble pas acceptable.

Vous indiquez que « *le budget primitif 2015 voté par la majorité précédente ne permettait pas d'honorer les engagements du Département sur toute l'année 2015* ». Cela ne nous semble pas expliquer le défaut de paiement du Département. En effet, le Code Général des collectivités territoriales définit les modalités de l'adoption tant du budget primitif, faisant état des prévisions initiales, que des décisions modificatives et du budget supplémentaire, actualisant tout au long de l'année les prévisions initiales du budget primitif. En outre, c'est le compte administratif du Département, qui devra être approuvé par votre assemblée en 2016, qui constatera éventuellement un excédent ou un déficit à reporter au budget de l'exercice suivant (budget primitif 2017).

Par ailleurs, le Code de l'action sociale et des familles (article L.121-5) prévoit que les prestations légales d'aide sociale à la charge du département dans lequel les bénéficiaires ont leur domicile de secours, ont un caractère obligatoire. Ainsi, le contrôle budgétaire exercé via le Préfet par la Chambre régionale des comptes peut conduire à inscrire d'office les dépenses correspondantes au budget de la collectivité si elles n'y sont pas inscrites, proposant s'il y a lieu la création de ressources ou la diminution de dépenses facultatives destinées à couvrir la dépense obligatoire (*Conseil d'Etat, 10 février 1988, Commune de Brives-Charensac c/Arnaud*). Aussi, nous souhaiterions avoir connaissance des avis écrits du Préfet et de la Chambre régionale des comptes que vous évoquez dans votre courrier (n'ayant pas trouvé d'avis publié sur le site internet de la CRC), afin de comprendre les raisons pour lesquelles l'inscription d'office n'a pas été décidée, point sur lequel nous interrogeons également le Préfet.

Compte tenu des conséquences potentiellement graves pour les ressortissants de votre Département (difficulté d'accueil des personnes vulnérables et des enfants essonniers en danger voire maltraités, cessation de paiement des salaires voire suppression d'emplois dans les établissements en trop grande difficulté de trésorerie...), nous pensons en alerter les maires essonniers, premiers compétents en matière d'instruction des demandes d'aide sociale, ainsi que le Parquet et les magistrats de la jeunesse.

En outre, nos adhérents sont susceptibles de saisir les tribunaux compétents, le cas échéant en référé provision, et nous les accompagnerons dans cette démarche.

Nous souhaiterions vous rencontrer afin d'échanger plus avant et d'examiner avec vous les possibilités de résolution de cette situation très grave, mais aussi d'obtenir des engagements sur le paiement de l'aide sociale légale et des autres prestations en 2016.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations respectueuses.

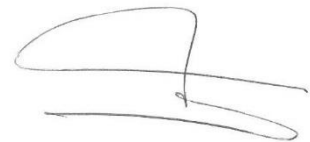
Patrick Doutreligne
Président UNIOPSS



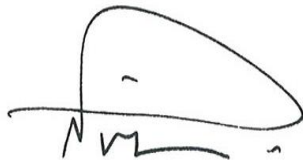
Yves-Jean Dupuis
Directeur général FEHAP



Maryse Lépée
Présidente URIOPSS IDF

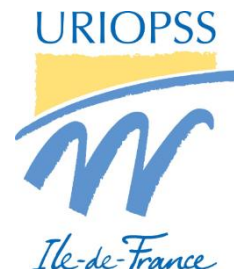


Antoine Perrin
Délégué régional FEHAP IDF



Claude Martin
Président UNA IDF





Paris, le 12 janvier 2016

Monsieur Bernard Schmeltz
Préfet de l'Essonne
Boulevard de France
91000 EVRY

Monsieur le Préfet,

Nos fédérations ont été saisies par leurs adhérents du courrier adressé le 28 décembre dernier par le Président du Conseil Départemental de l'Essonne, leur annonçant l'impossibilité pour le Département d'honorer sans report les factures d'hébergement en attente concernant les personnes relevant de l'aide sociale et les enfants confiés au titre de la protection de l'enfance (108 millions d'euros au total, sous réserve de vérification car nos adhérents nous indiquent qu'une partie de ces sommes aurait déjà été versée par le Département). En outre, nous venons d'apprendre que les factures 2015 en attente au titre de l'allocation personnalisée d'autonomie et de la prestation de compensation du handicap ne peuvent pas davantage être honorées sans délai.

Il s'agit d'atteintes graves et supplémentaires portées aux publics fragiles et aux enfants en danger du département, mais aussi aux associations gestionnaires d'établissements, qui subissent déjà avec difficulté plusieurs mesures de restriction d'ordre fiscal et tarifaire.

Vous trouverez ci-après copie du courrier-type adressé par le Département aux établissements accueillant des ressortissants essonniers sur l'ensemble du territoire national, et copie du courrier que nous avons adressé en réponse au Président du Conseil départemental.

Comme vous le constaterez, il est indiqué dans le courrier du Département que vous avez validé le principe d'un étalement sur six années du paiement aux établissements des sommes dues au titre de l'aide sociale pour l'année 2015, avant même la clôture des comptes et le vote du compte administratif.

Nous nous étonnons de cette assertion et souhaiterions connaître précisément votre position sur cette situation tant humaine que financière.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de nos salutations respectueuses.

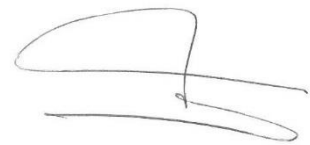
Patrick Doutreligne
Président UNIOPSS



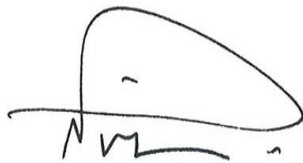
Yves-Jean Dupuis
Directeur général FEHAP



Maryse Lépée
Présidente URIOPSS IDF



Antoine Perrin
Délégué régional FEHAP IDF

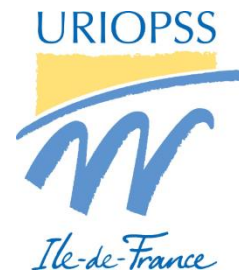


Claude Martin
Président UNA IDF



PJ :

1. Courrier type adressé par le Président du Conseil départemental aux établissements
2. Notre courrier adressé au Président du Conseil départemental



Paris, le 12 janvier 2016

Agence Régionale de Santé Ile-de-France
Monsieur Christophe DEVYS
Directeur Général
35 Rue de la Gare
75935 PARIS CEDEX 19

Monsieur le Directeur Général,

Nos fédérations ont été saisies par leurs adhérents du courrier adressé le 28 décembre dernier par le Président du Conseil départemental de l'Essonne, leur annonçant l'impossibilité pour le Département d'honorer sans report les factures d'hébergement en attente concernant les personnes relevant de l'aide sociale et les enfants confiés au titre de la protection de l'enfance (108 millions d'euros au total, sous réserve de vérification car nos adhérents nous indiquent qu'une partie de ces sommes aurait déjà été versée par le Département). En outre, nous venons d'apprendre que les factures 2015 en attente au titre de l'allocation personnalisée d'autonomie et de la prestation de compensation du handicap ne peuvent pas davantage être honorées sans délai. Les établissements impactés étant ceux qui accueillent des ressortissants essonniers, ils sont nombreux et implantés sur l'ensemble du territoire national.

Il s'agit d'atteintes graves et supplémentaires portées aux publics fragiles du département, mais aussi aux associations gestionnaires d'établissements, qui subissent déjà avec difficulté plusieurs mesures de restriction d'ordre fiscal et tarifaire.

Vous trouverez ci-après copie du courrier-type adressé par le Département aux établissements accueillant des ressortissants essonniers, et copie du courrier que nous avons adressé en réponse au Président du Conseil départemental.

Nous tenions à vous alerter de cette démarche de l'Essonne, qui ne sera pas sans impact pour les établissements que vous financez en totalité ou en partie (augmentation prévisible des jeunes adultes maintenus dans les établissements pour enfants dont l'orientation en foyer pourrait être rendue plus difficile, défaut de trésorerie dans les EHPAD, etc.)

Espérant que vous pourrez agir sur cette situation, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de nos salutations respectueuses.

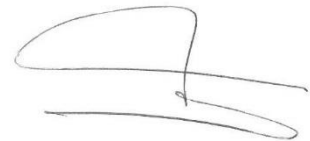
Patrick Doutreligne
Président UNIOPSS




Yves-Jean Dupuis
Directeur général FEHAP



Maryse Lépée
Présidente URIOPSS IDF



Antoine Perrin
Délégué régional FEHAP IDF



Claude Martin
Président UNA IDF



PJ :

1. Courrier type adressé par le Président du Conseil départemental aux établissements
2. Notre courrier adressé au Président du Conseil départemental